

COMMISSION PARITAIRE DES MAITRES-TAILLEURS, DES TAILLEUSES ET COUTURIERES

Convention collective de travail du 3 décembre 2013

Neerlegging-Dépôt: 06/12/2013
Regist.-Enregistr.: 20/12/2013
N°: 118588/CO/107

Initiatives de formation et d'emploi pour les groupes à risque

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières, en ce compris les travailleurs à domicile, des entreprises ressortissant à la compétence de la commission paritaire des maîtres-tailleurs, des tailleuses et couturières, CP 107 (arrêté royal du 29 janvier 1991 – Moniteur belge du 8 février 1991).

Art. 2

Les entreprises ressortissant à la commission paritaire susvisée versent au "Fonds commun pour vêtements sur mesure et couture dames", cela à partir du 1er janvier 2013 et pour les années 2013 et 2014, une cotisation de 0,10% calculée sur la base d'un salaire complet de leurs ouvriers/ouvrières, conformément à l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, et aux arrêtés d'exécution de cette loi.

Art. 3

Le produit de la cotisation perçue à l'article 2 précité est utilisé pour l'exécution et la promotion de programmes de formation et pour l'exécution d'un système alternatif de formation à l'intention des groupes à risque.

Art. 4

Le fonds a pour but de promouvoir des activités de formation et d'aide à l'emploi en faveur des groupes à risque.

On entend par "groupes à risque":

- Les travailleurs dont la qualification n'est pas adaptée, ou risque de ne plus l'être, aux exigences des nouvelles technologies, et qui ont obtenu au maximum le diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ;
- les demandeurs d'emploi de longue durée et les demandeurs d'emploi âgés de moins de 30 ans et de plus de 50 ans;
- les travailleurs menacés par une restructuration, un licenciement collectif ou la fermeture d'une entreprise.

Art. 5.

Au moins 0,05% de la masse salariale doivent être réservés en faveur d'un ou plusieurs des groupes à risque suivants:

1° les travailleurs âgés d'au moins 50 ans qui travaillent dans le secteur;

2° les travailleurs âgés d'au moins 40 ans qui travaillent dans le secteur et qui sont menacés par un licenciement:

a) soit parce qu'il a été mis fin à leur contrat de travail moyennant un préavis et que le délai de préavis est en cours;

b) soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise reconnue comme étant en difficulté ou en restructuration;

c) soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise où un licenciement collectif a été annoncé;

3° les personnes inoccupées et les personnes qui travaillent depuis moins d'un an et qui étaient inoccupées au moment de leur entrée en service. Par personnes inoccupées, on entend:

a) les demandeurs d'emploi de longue durée, à savoir les personnes en possession d'une carte de travail visée à l'article 13 de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée;

b) les chômeurs indemnisés;

c) les demandeurs d'emploi qui sont peu qualifiés ou très peu qualifiés au sens de l'article 24 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi;

d) les personnes qui, après une interruption d'au moins une année, réintègrent le marché du travail;

e) les personnes ayant droit à l'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, et les personnes ayant droit à une aide sociale en application de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale;

f) les travailleurs qui sont en possession d'une carte de réduction restructurations au sens de l'arrêté royal du 9 mars 2006 relatif à la politique d'activation en cas de restructurations;

g) les demandeurs d'emploi qui ne possèdent pas la nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou dont au moins l'un des parents ne possède pas cette nationalité ou ne la possédait pas au moment de son décès ou dont au moins deux des grands-parents ne possèdent pas cette nationalité ou ne la possédaient pas au moment de leur décès;

4° les personnes avec une aptitude au travail réduite, c'est-à-dire:

– les personnes qui satisfont aux conditions pour être inscrites dans une agence régionale pour les personnes handicapées;

– les personnes avec une inaptitude au travail définitive d'au moins 33 %;

– les personnes qui satisfont aux conditions médicales pour bénéficier d'une allocation de remplacement de revenu ou d'une allocation d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;

– les personnes qui sont ou étaient occupées comme travailleurs du groupe cible chez un employeur qui tombe dans le champ d'application de la commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux;

– la personne handicapée qui ouvre le droit aux allocations familiales majorées sur la base d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins;

– les personnes qui sont en possession d'une attestation délivrée par la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale pour l'octroi des avantages sociaux et fiscaux;

- g
- la personne bénéficiant d'une indemnité d'invalidité ou d'une indemnité pour accident du travail ou maladie professionnelle dans le cadre de programmes de reprise du travail;

5° les jeunes qui n'ont pas encore 26 ans et qui suivent une formation, soit dans un système de formation en alternance, soit dans le cadre d'une formation professionnelle individuelle en entreprise telle que visée par l'article 27, 6°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, soit dans le cadre d'un stage de transition visé à l'article 36quater du même arrêté royal du 25 novembre 1991.

Art. 6.

L'effort de 0,05 % de la masse salariale visé à l'article 5 doit au moins pour moitié, soit 0,025 %, être destiné à des initiatives en faveur d'un ou plusieurs groupes suivants:

- a) les jeunes visés à l'article 5, 5° ci-dessus
- b) les personnes visées à l'article 5, 3° et 4°, qui n'ont pas encore atteint l'âge de 26 ans.

Art. 7.

Les parties signataires s'engagent, pour la durée de la présente convention collective de travail, à développer les actions nécessaires axées sur la formation et l'emploi. Les moyens financiers seront répartis équitablement entre les projets destinés à la formation, d'une part, et ceux destinés à l'emploi, d'autre part.

Art. 8.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2013 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2014.

9

**PARITAIR COMITÉ VOOR DE MEESTER-KLEERMAKERS, DE
KLEERMAAKSTERS EN NAAISTERS**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 3 december 2013

Vormings- en tewerkstellingsinitiatieven voor risicogroepen

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgever, de werklieden en werksters met inbegrip van de huisarbeiders van de ondernemingen ressorterend onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de meesterkleermakers, de kleermaaksters en naaisters, PC 107 (koninklijk besluit van 29 januari 1991 - Belgisch Staatsblad van 8 februari 1991).

Art. 2.

De ondernemingen die ressorteren onder hogervermeld paritair comité storten aan het "Gemeenschappelijk Fonds voor maatkleding en snijwerk dames" met ingang van 1 januari 2013 en voor de jaren 2013 en 2014 een bijdrage van 0,10 pct. berekend op grond van het volledig loon van hun arbeiders (sters), zoals bepaald in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en de uitvoeringsbesluiten van deze wet.

Art. 3.

De opbrengst van de in voormeld artikel 2 geïnde bijdrage wordt aangewend voor het uitwerken en stimuleren van opleidingsplannen en de uitwerking van een alternatief systeem van opleiding voor risicogroepen.

Art. 4.

Het fonds heeft tot doel om vormings- en tewerkstellingsactiviteiten te bevorderen ten voordele van risicogroepen.

Onder "risicogroepen" wordt verstaan:

- de werknemers waarvan de kwalificatie niet is aangepast of dreigt te zijn aan de vereisten van de nieuwe technologieën, en die maximaal een diploma hoger secundair onderwijs bezitten;
- de langdurige werkzoekenden en werkzoekenden jonger dan 30 jaar en ouder dan 50 jaar;
- de werknemers bedreigd door een herstructurering, een collectief ontslag of een sluiting van een onderneming.

Art. 5.

Tenminste 0.05% van de loonmassa dient te worden voorbehouden aan één of meerdere van volgende risicogroepen :

1° de werknemers van minstens 50 jaar oud die in de sector werken;

2° de werknemers van minstens 40 jaar oud die in de sector werken en bedreigd zijn met ontslag:

- a) hetzij doordat hun arbeidsovereenkomst werd opgezegd en de opzeggingstermijn loopt;
- b) hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming die erkend is als onderneming in moeilijkheden of in herstructurering;
- c) hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming waar een collectief ontslag werd aangekondigd;

3° de niet-werkenden en de personen die sinds minder dan een jaar werken en niet-werkend waren op het ogenblik van hun indiensttreding. Onder niet-werkenden wordt verstaan:

- a) de langdurig werkzoekenden, zijnde de personen in het bezit zijn van een werkkaart, bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden;
- b) de uitkeringsgerechtigde werklozen;
- c) de werkzoekenden die laaggeschoold of erg-laaggeschoold zijn in de zin van artikel 24 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de tewerkstelling;
- d) de herintreders, zijnde de personen die zich na een onderbreking van minstens één jaar terug op de arbeidsmarkt begeven;
- e) de personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke integratie in toepassing van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke hulp in toepassing van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- f) de werknemers die in het bezit zijn van een verminderingkaart herstructurerings in de zin van het koninklijk besluit van 9 maart 2006 betreffende het activerend beleid bij herstructurerings;
- g) de werkzoekenden die niet de nationaliteit van een lidstaat van de Europese Unie bezitten, of van wie minstens één van de ouders deze nationaliteit niet bezit of niet bezat bij overlijden, of van wie minstens twee van de grootouders deze nationaliteit niet bezitten of niet bezaten bij overlijden;

4° de personen met een verminderde arbeidsgeschiktheid, namelijk:

- de personen die voldoen aan de voorwaarden om ingeschreven te worden in een regionaal agentschap voor personen met een handicap;
- de personen met een definitieve arbeidsongeschiktheid van minstens 33 %;
- de personen die voldoen aan de medische voorwaarden om recht te hebben op een inkomens vervangende of een integratie-tegemoetkoming ingevolge de wet van 27 februari 1987 op de tegemoetkomingen aan personen met een handicap;
- de personen die als doelgroep werknemer tewerkgesteld zijn of waren bij een werkgever die valt onder het toepassingsgebied van het Paritair Comité voor de beschutte en de sociale werkplaatsen;
- de gehandicapte die het recht op verhoogde kinderbijslag opent op basis van een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van minstens 66 %;
- de personen die in het bezit zijn van een attest afgeleverd door de Algemene Directie Personen met een Handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid voor het verstrekken van sociale en fiscale voordelen;
- de persoon met een invaliditeitsuitkering of een uitkering voor arbeidsongevallen of beroepsziekten in het kader van programma's tot werkhervatting;

5° de jongeren die nog geen 26 jaar oud zijn en opgeleid worden, hetzij in een stelsel van alternerend leren, hetzij in het kader van een individuele beroepsopleiding in een onderneming, bedoeld in artikel 27, 6°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, hetzij in het kader van een instap-stage, bedoeld in artikel 36quater van hetzelfde koninklijk besluit van 25 november 1991

Art. 6.

Van de in artikel 5 bedoelde inspanning van 0,05 % van de loonmassa moet minstens de helft, zijnde 0,025 % besteed worden aan initiatieven ten voordele van één of meerdere van de volgende groepen :

- a) de in hoger vermeld artikel 5, 5° bedoelde jongeren
- b) de in hoger vermeld artikel 5, 3° en 4°, bedoelde personen die nog geen 26 jaar zijn.

Art. 7.

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe, voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de nodige acties te ontwikkelen gericht naar de vorming en de tewerkstelling. Hierbij zal, voor de verdeling van de financiële middelen, rekening gehouden worden met een gelijkwaardige verdeling tussen projecten voor vorming en projecten voor tewerkstelling.

Art. 8.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2014.